

APPEL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UNE SORTIE DE CRISE CONSENSUELLE ET DURABLE

Face à la conjoncture que vit le pays aujourd'hui, il est important de tout resituer dans son contexte. Prémonitoire dès décembre 2008 et même bien avant, des composantes de la société civile s'étaient réunies avec pour objectif d'organiser les « *États Généraux de la Démocratie et des Valeurs Républicaines* ». **L'objectif fixé était (et reste) que les alternances politiques ne se fassent PLUS JAMAIS par la rue mais dans le respect des institutions et de la démocratie.**

Pour se préserver de toute crise politique extraconstitutionnelle de manière durable tout en résolvant en particulier celle de 2009/10, les expériences passées 1972, 1991, 2002 ont montré que toute recherche de solution unilatérale mène à une impasse politique qui va de nouveau déboucher, à court terme, par une alternance du pouvoir par la rue. Le risque d'une nouvelle crise politique dans un délai court est réel, si d'une part, l'on ne traite pas à la racine le mal qui ronge la société malgache et si d'autre part, l'on ne regarde pas comment traduire en terme institutionnel la forme du « *vivre ensemble* ». La décentralisation prônée par les gouvernements successifs depuis l'Indépendance n'a pas encore réussi à corriger les inégalités, faute de réelle volonté politique, notamment faute de décentralisation financière et budgétaire ainsi que des ressources humaines. La laïcité, comprise comme valeur garantissant les libertés de conscience, d'opinion, d'expression, de conviction et de religion, fonde la neutralité de l'État républicain à l'égard de toutes les races et stratifications sociales, les idéologies, les croyances et les affaires à caractère religieux. La politique internationale de Madagascar doit être fonction des intérêts géopolitique et géostratégique de ce temps. La prochaine Constitution ne doit pas être rédigée pour ou contre une personne ou pour défendre un intérêt particulier ; elle doit répondre de manière fondamentale, aux aspirations de la population de prendre en main son avenir et de manière visionnaire, à la stabilité institutionnelle et au développement de Madagascar pour les décennies à venir.

Ainsi les Réflexions à entamer ne seraient que le début d'un processus impliquant les forces vives de la Nation pour faire face au passé en toute maturité et sérénité, en partageant une vision commune et forte sur le futur de la Nation. Sans préjuger de la légitimité des soubresauts ayant pour essence la défense de l'identité nationale, de la démocratie et de la liberté d'expression qui scandent la vie nationale et sans se prononcer sur le bien-fondé des actes politiques et sociaux remettant en cause à intervalles réguliers la vie politique et économique du pays, il est nécessaire de mettre en place des procédures constitutionnelles et institutionnelles permettant de les canaliser.

Les résultats attendus à l'époque des États Généraux ou de la Conférence Nationale toujours d'actualité sont de « *proposer les nouvelles orientations du pays, en consacrant une véritable culture démocratique dont les fondements sont :*

- 1) *un véritable État de droit garantissant l'alternance démocratique du pouvoir et traduisant entre autre l'effectivité d'une authentique décentralisation des droits et des obligations pour une meilleure justice sociale et une juste répartition des ressources,*
- 2) *une pratique intangible de la démocratie qui, outre les normes universellement acceptées, doit aussi, d'une part poser comme postulat « la libéralisation des opportunités et des initiatives » dans les domaines économique, social, politique et culture, et d'autre part tenir en compte la spécificité de la société malgache,*
- 3) *une bonne gouvernance qualifiable, contrôlable, sanctionnable et redevable,*
- 4) *une économie à visage humain respectueuse de l'homme malgache et de son environnement. Le développement économique sera fondé sur la liberté d'entreprendre, dont le principe est l'égalité de tous devant la loi qui consacre les règles d'une saine concurrence et la mise en place de toutes les conditions propices pour l'égalité de chances de tous les acteurs du développement. »*

Ces orientations seront traduites par l'élaboration de textes fondamentaux dont la Constitution qui finalisera la refondation de la République. Mais pour atteindre ces objectifs, la société malgache dans toutes ces composantes doit prendre le temps de réfléchir sur le « *comment vivre ensemble* », avant d'établir l'architecture constitutionnelle de la nouvelle République et d'arrêter le calendrier électoral. Il faut apaiser les passions en entamant le processus de réconciliation nationale ou « *fampihavanam-pirenena* » -vérités, pardon, compensation-, dans un environnement propice à la compréhension réciproque et à la tolérance mutuelle, sans qu'il n'y ait plus de culture d'impunité.

Courir après un calendrier électoral, sans au préalable une réflexion de fond émanant de la société malgache dans sa pluralité, n'est pas viable à terme. Toute démarche tendant à mettre la charrue (constitution) avant les bœufs (vivre ensemble) comme par le passé serait vouée à l'échec, à l'exemple des transitions manquées. Un calendrier électoral crédible est à établir sans confondre vitesse et précipitation pour éviter dans l'avenir une nouvelle crise politique par la rue.

Malgré tous les efforts déployés depuis le début de cette crise (FFKM, 4 Facilitateurs malgaches, GIC) et des accords signés sous l'égide du GIC, la crise politique n'est pas résolue et la situation sociopolitique et économique ne cesse de se détériorer. Conséquences du non respect des accords signés, les sanctions, plus particulièrement celles prononcées par l'Union Européenne, aggravent l'état de pauvreté de la majorité des malgaches et accentuent la crise sociale. La population est la principale victime de cette situation chaotique dont les principaux instigateurs, force est de le constater, sont d'abord la classe politique mais aussi des groupes d'intérêts malgaches et étrangers.

Sans opposer la médiation internationale et la recherche d'une solution malgacho-malgache, nous disons qu'il est temps pour nous, malgaches, de reprendre en main de manière responsable la résolution de cette crise. Nous, organisations de la société civile qui constituons une force importante de la Nation, nous devons nous engager à constituer un **groupe national indépendant de médiation** pour initier et mettre en œuvre le processus de sortie de crise. Les initiatives du groupe national et du Groupe International de Contact (GIC) se complètent ou se conjuguent, selon le cas, pour trouver une solution consensuelle et applicable immédiatement de sortie de crise. Le groupe national indépendant, à former, s'appuierait sur les acquis des différentes médiations menées à ce jour, pour au moins le minimum de consensus : le Gouvernement d'Union Nationale (GUN), le Conseil National de Réconciliation (CNR) et la Haute Cour de Transition (HCT).

Pour lancer le débat de fond sur des fondamentaux clairs et des propositions à discuter, les organisations de la société civile signataires ont de commun accord défini un minimum de vision et de principes, tout en étant ouvertes au dialogue sans exclusif :

- concernant le Gouvernement d'Union Nationale, le rôle des Organisations de la Société Civile (OSC) est d'établir un profil pour chaque portefeuille ministériel et de l'imposer à chacune des Mouvances et aux autres sensibilités,
- concernant les Conférences Régionales et la Conférence Nationale, la société civile est prête à prendre ses responsabilités pour gérer pleinement son organisation et sa réalisation dans le cadre consensuel et inclusif défini. Les différentes initiatives prises à ce jour (Assises Nationales, Assises Régionales, Teny ifampierana, etc.) permettront d'enrichir les réflexions et les débats à venir. En tous les cas, les solutions durables de sortie de crise ne peuvent être que malgacho-malgaches,
- concernant la gouvernance durant la transition, l'application de la notion de redevabilité sociale ou « social accountability » des différents acteurs de la transition est à réaliser, ce en commençant par les rapports moraux et financiers des différentes Assises,
- concernant la stabilité politique à venir, cela passe par l'élaboration de manière consensuelle de projets de textes fondamentaux dont la Constitution, intégrant une vision globale sur le bon fonctionnement de la démocratie, des institutions de la République, de la décentralisation et de la saine concurrence économique.

Afin de préserver la neutralité et le caractère non partisan de notre démarche, nous invitons les partenaires techniques et financiers locaux et internationaux à unir leurs efforts, aux nôtres, pour mettre en œuvre le processus de sortie de crise et le programme des travaux des Conférences, à l'issue de l'Assemblée Générale préparatoire des organisations des sociétés civiles. Les personnes physiques issues des OSC parties prenantes à toute médiation s'interdisent de participer aux organes Exécutifs de la transition. Ity ê zaka « *KA VILAVILAINA E OLOBE* ».

En conclusion, nous, les organisations et les associations de la société civile signataires :

- exhortons les membres de la société civile à prendre leurs responsabilités et à montrer notre volonté de résoudre dans la plus grande objectivité et rigueur la crise politique en évitant d'être instrumentalisés,
- invitons les responsables politiques dont particulièrement les chefs de file des 4 Mouvements à faire taire leur ego et leur orgueil respectifs pour ne tenir compte que des intérêts supérieurs de la Nation en ce 50^{ème} anniversaire de notre indépendance et de ne pas tenir la population en otage. Le respect de la parole donnée et surtout de sa signature est un engagement que chacun se doit de tenir.
- incitons les forces armées -*armée, gendarmerie, police*- à favoriser le retour rapide à l'ordre constitutionnel et à l'État de droit de manière consensuelle dans le respect des droits de l'homme et du citoyen,
- affirmons qu'une solution minimale consensuelle (GUN, CNR, HCT) peut se faire immédiatement entre les parties malgaches, sans attendre la médiation internationale, pour normaliser rapidement la vie du pays et de rétablir dans les plus courts délais les relations avec nos partenaires bilatéraux, régionaux et multilatéraux.

Antananarivo, le 20 Juin 2010

L'Alliance des OSC signataires suivant l'ordre alphabétique :

ACCES ZON'OLOMBELONA

ACDB (Association des Cadres pour le Développement de Bealanana)

ADES (Association pour le Développement Économique et Social de Mandritsara)

ADM (Association pour le Développement de Makalômbô région de Toamasina)

AMIFAV (Andry Mijoro ho an'i Faratsiho Vaovao)

AMM (Association Mitabe de Mampikony)

BETSIREBAKY (Fikambanana Betsirebaky – Association du Grand Sud-est)

CADRE (Classe des Allochtones pour le Développement et le Redressement Économique et Social du Menabe)

CADSE (Cercle pour l'Accompagnement du Développement du Sud-est - groupement d'associations)

CCT (Collectif des Cadres de Toamasina)

CCOC (Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes)

CDE (Club Développement et Éthique)

CRAN (Citoyen Responsable des Affaires Nationales)

CRECUN (Cercle de Réflexion des Enseignants Chercheurs pour la vie de l'Université et de la Nation)

FIANTSO (Fikambanana Fiantso an'i Haute Matsiatra)

FISEMA (Firaisamben'ny Sendikan'ny Mpiasa Malagasy)

FSM (Fikambanan'ny Silamo Malagasy)

FITEVA (Fikambanana Ifandraisan'ny Terak'i Vakinankaratra)

FTMF (Fikambanan'ny Tanora Mandala ny Fahamarinana ho Fampanandrosoana ny Firenena)
FZ (Association Forme Z de Fianarantsoa)
GIPA (Groupement des Intellectuels d'Andapa)
GM (Fikambanan'ny Gasy Mifoha an'i Île Sainte Marie)
GRADE (Groupe de Réflexion et d'Animation pour le Développement économique et social de la Sava)
GRDNV (Groupe de Réflexion pour le Développement du District de Nosy Varika)
HFF / FER (Herin'ny Fanabeazana sy Fikarohana / Force de l'Education et de la Recherche)
KMF / CNOE (Fanabeazana olom-pirenena / Éducation des citoyens) accord de principe
LOHARANO (Association Nationale pour le Développement Socio-économique et Culturel)
MAMPAFI (Malagasy Mpandala Fihavanana)
MAPINGO (Amicale des Cadres pour le Développement des Régions de l'Ouest)
ODA (Observatoire pour le Développement de l'Anosy)
ODRD (Organisation pour le Développement de la Région de Diego-Suarez)
OLOBEN'I BOINA
ONDVM (Ordre National des Docteurs Vétérinaires de Madagascar)
ONG ARAIKY Port Berger sy Mampikony
ONG FAGNONJOMANDRY Mandritsara
ONG FAMOHAMANDRY Vatomandry
ONG HOSINDRAIKY Antsohihy sy Bealanana
ONG MANARINA Anosy
ONG SOMBOAGNA Befandriana
ONG TSARAMANDROSO Mahanoro
ORDIB (Organisation Régionale de Développement Intégré de Betafo)
PFNOSCM/VOIFIRAISANA (Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar)
PSBED (Plateforme de la Société civile de la Bonne Gouvernance et de l'Éducation équitable)
SAIOZ (Saha Ifanojoan'ny Olona Zaraharaha an'i Sambava)
SOAFIHASINA (Fikambanana Soafihasiina an'i Haute Matsiatra)
SOALOHA (Fikambanana Soaloha an'i Amoron'i Mania)
TAM (Tanora Miarin'Anosy)
TOTENY (Fikambanan'ny Toteny ao Betroka)
TVF (Tanora Vonona amin'ny Fampanandrosoana an'i Amboasary Sud)